



RCS : LYON

Code greffe : 6901

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIÉTÉS

**Le greffier du tribunal de commerce de LYON atteste l'exactitude des informations
transmises ci-après**

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 2013 B 03863

Numéro SIREN : 420 469 454

Nom ou dénomination : NORBERT DENTRESSANGLE INVESTISSEMENTS

Ce dépôt a été enregistré le 22/07/2013 sous le numéro de dépôt A2013/017432



4352305

Dénomination : NORBERT DENTRESSANGLE
INVESTISSEMENTS
Adresse : 30 bis rue Sainte-hélène 69002 Lyon -FRANCE-
n° de gestion : 2013B03863
n° d'identification : 420 469 454
n° de dépôt : A2013/017432
Date du dépôt : 22/07/2013

Pièce : Liste des sièges sociaux antérieurs



4352305

NORBERT DENTRESSANGLE INVESTISSEMENTS

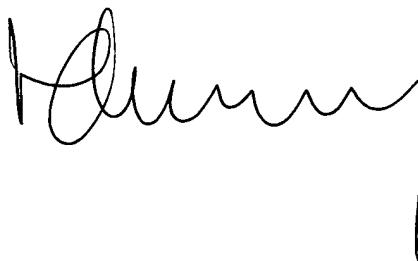
SOCIÉTÉ PAR ACTIONS SIMPLIFIÉE
AU CAPITAL DE 60.080 EUROS
SIÈGE SOCIAL : LYON (69002)
30BIS RUE SAINTE HÉLÈNE

420 469 454 RCS LYON

Liste des Sièges sociaux **et Greffes antérieurs** **(du plus ancien au plus récent)**

LYON (69009) Le Thelemos, 12 quai du Commerce
420 469 454 RCS LYON.

BEAUSEMBLANT (26240), Les Pierrelles.
420 469 454 RCS ROMANS.

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'H. Dentressangle', written in a cursive style.

GREFFE DU TRIBUNAL DE COMMERCE

LYON



4352304

Dénomination : NORBERT DENTRESSANGLE
INVESTISSEMENTS
Adresse : 30 bis rue Sainte-hélène 69002 Lyon -FRANCE-
n° de gestion : 2013B03863
n° d'identification : 420 469 454
n° de dépôt : A2013/017432
Date du dépôt : 22/07/2013

Pièce : Décision(s) des associés



4352304

NORBERT DENTRESSANGLE INVESTISSEMENTS

SOCIÉTÉ PAR ACTIONS SIMPLIFIÉE
AU CAPITAL DE 60.080 EUROS
SIÈGE SOCIAL : BEAUSEMBLANT (26240)
LES PIERRELLES

420 469 454 RCS ROMANS

PROCÈS-VERBAL DES DÉCISIONS PRISES PAR LES ASSOCIÉS LE 20 JUIN 2013

L'an deux mille treize,
Et le vingt juin,

les associés de la société dénommée NORBERT DENTRESSANGLE
INVESTISSEMENTS, savoir :

- la société DENTRESSANGLE INITIATIVES,
propriétaire de..... 3.571 actions
représentée par Monsieur Norbert DENTRESSANGLE
- Monsieur Vincent MENEZ,
propriétaire de..... 184 actions

Soit un total de 3.755 actions

consultés par le Président, Monsieur Norbert DENTRESSANGLE et les Directeurs
Généraux, Monsieur Vincent MENEZ et Monsieur Jean-Louis SAVOYE sur l'ordre
du jour suivant :

ORDRE DU JOUR

- Rapport de gestion du Président et des Directeurs Généraux, ainsi que rapport du Commissaire aux comptes sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2012.
- Rapport spécial du Commissaire aux comptes sur les conventions visées à l'article L. 227-10 du Code de Commerce, intervenues au cours du même exercice.
- Approbation du rapport de gestion et des comptes annuels dudit exercice ; quitus au Président et aux Directeurs Généraux.
- Affectation du résultat.
- Approbation des conventions visées à l'article L. 227-10 du Code de Commerce.
- Décision à prendre quant au renouvellement du mandat des Commissaires aux comptes.
- Transfert du siège social à LYON (69002), 30Bis rue Sainte Hélène ; la société ne conservant aucune activité à l'ancien siège.
- Modification corrélative de l'article 4 des statuts.
- Dans le cadre des dispositions de l'article L. 225-129-6 du Code de Commerce, augmentation de capital réservée "aux adhérents d'un plan d'épargne entreprise", avec suppression à leur profit du droit préférentiel de souscription et délégation de pouvoirs au Président en vue de fixer les modalités de l'émission des actions nouvelles et réaliser l'augmentation de capital.

ont reconnu que les documents ci-après leur ont régulièrement été communiqués :

- l'inventaire des valeurs actives et passives de la Société, le compte de résultat et le bilan de l'exercice clos le 31 décembre 2012,
- les rapports du Président et des Directeurs Généraux,
- les rapports du Commissaire aux Comptes,
- ainsi que toutes autres pièces et tous autres documents prévus par la loi et les règlements,

et ont ensuite décidé d'adopter à l'unanimité la totalité des décisions soumises par le Président et les Directeurs Généraux et qui sont transcrites ci-après, à *l'exception toutefois de la neuvième décision relative à l'augmentation de capital réservée aux salariés, laquelle a été rejetée à l'unanimité* :

PREMIÈRE DÉCISION

Les associés, connaissance prise du rapport de gestion du Président et des Directeurs Généraux, du rapport du Commissaire aux comptes, ainsi que des comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2012, approuvent le rapport de gestion du Président et des Directeurs Généraux, ainsi que les comptes annuels dudit exercice tels qu'ils leur ont été présentés et les opérations traduites par lesdits comptes ou résumées dans le rapport de gestion.

DEUXIÈME DÉCISION

Les associés donnent au Président et aux Directeurs Généraux quitus entier et sans réserve de l'exécution de leur mandat pour l'exercice approuvé.

TROISIÈME DÉCISION

Les associés prennent acte que les comptes ne comportent pas de dépenses visées par les articles 39-4 et 223 quater du C.G.I. et ayant fait l'objet d'une réintégration au résultat fiscal.

QUATRIÈME DÉCISION

Les associés décident d'affecter le bénéfice de l'exercice s'élevant à 2.996.146,13 euros, en totalité au compte report à nouveau débiteur.

CINQUIÈME DÉCISION

Conformément aux dispositions légales, les associés prennent acte qu'aucune distribution de dividendes n'est intervenue au titre des trois derniers exercices.

SIXIÈME DÉCISION

Les associés, après avoir pris connaissance du rapport spécial du Commissaire aux comptes sur les conventions visées à l'article L. 227-10 du Code de Commerce, prennent acte qu'aucune convention de cette nature n'a été conclue au titre de l'exercice écoulé.

SEPTIÈME DÉCISION

Les associés, après avoir pris acte que les mandats de la société PricewaterhouseCoopers Entreprises S.A.R.L., commissaire aux comptes titulaire et de Monsieur Didier FALCONNET, commissaire aux comptes suppléant, arrivent à expiration, décident de ne pas les renouveler et de nommer en leurs lieux et places :

en qualité de commissaire aux comptes titulaire :

la société PricewaterhouseCoopers Audit, société de commissaires aux comptes dont le siège est à NEUILLY SUR SEINE (92200), 63, rue de Villiers,

en qualité de commissaire aux comptes suppléant :

Madame Anik CHAUMARTIN, domiciliée à NEUILLY SUR SEINE (92200), 63 rue de Villiers,

pour une période de six (6) exercices, soit jusqu'à l'assemblée ou la décision d'associé qui statuera sur les comptes de l'exercice qui sera clos le 31 décembre 2018.

HUITIÈME DÉCISION

Les associés décident, avec effet de ce jour, de transférer le siège social à LYON (69002), 30Bis rue Sainte Hélène ; la société ne conservant aucune activité à l'ancien siège.

Les associés modifient, en conséquence, l'article 4 des statuts, lequel sera désormais rédigé comme suit :

ARTICLE 4 - SIÈGE SOCIAL

Le siège social est fixé à LYON (69002), 30Bis rue Sainte Hélène.

Il pourra être transféré... (la suite de l'article est inchangée).

NEUVIÈME DÉCISION

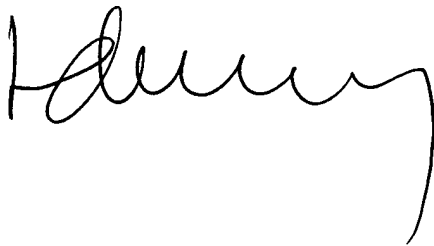
Les associés, statuant conformément aux dispositions de l'article L. 225-129-6 du Code de Commerce et après avoir pris connaissance du rapport du Président et des Directeurs Généraux, ainsi que du rapport spécial du Commissaire aux comptes, décident :

- d'augmenter le capital social par la création d'un nombre maximum de 75 actions nouvelles représentant 2 % du capital actuel ;
- de supprimer le droit préférentiel de souscription pour cette augmentation de capital et de la réserver "aux adhérents d'un plan d'épargne entreprise".

Les associés décident, en outre, de donner tous pouvoirs au Président pour fixer le prix d'émission conformément aux dispositions de l'article L. 3332-20 du Code du Travail, ainsi que pour fixer les autres conditions de cette augmentation de capital réservée, pour mener celle-ci à bien au plus tard le 30 septembre 2013 et, si elle se réalise, modifier en conséquence l'article 6 des statuts.

De tout ce que dessus, il a été dressé le présent procès-verbal qui, après lecture, a été signé par les associés et par le Directeur Général non associé

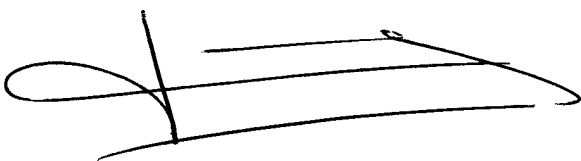
M. Norbert DENTRESSANGLE
Président et représentant de la société
DENTRESSANGLE INITIATIVES
associé



M. Vincent MENEZ
Directeur Général et associé



M. Jean-Louis SAVOYE
Directeur Général non associé





4352303

Dénomination : NORBERT DENTRESSANGLE
INVESTISSEMENTS
Adresse : 30 bis rue Sainte-hélène 69002 Lyon -FRANCE-
n° de gestion : 2013B03863
n° d'identification : 420 469 454
n° de dépôt : A2013/017432
Date du dépôt : 22/07/2013

Pièce : Statuts mis à jour



4352303

NORBERT DENTRESSANGLE INVESTISSEMENTS

SOCIÉTÉ PAR ACTIONS SIMPLIFIÉE
AU CAPITAL DE 60.080 EUROS
SIÈGE SOCIAL : LYON (69002)
30BIS RUE SAINTE HÉLÈNE

420 469 454 RCS LYON

STATUTS

ARTICLE 1 - FORME

La société, constituée à l'origine sous la dénomination SAT 3A IMMOBILIER et sous forme de société à responsabilité limitée aux termes d'un acte sous seing privé en date à PARIS du 21 septembre 1998, enregistré à la Recette des non-résidents le 8 octobre 1998, sous les mentions bordereau n° 193, case n° 7/1929, a été transformée en société par actions simplifiée à l'unanimité des associés aux termes d'une assemblée générale extraordinaire en date du 18 avril 2007.

ARTICLE 2 - OBJET

La Société a pour objet :

- l'acquisition de tous biens et droits immobiliers, ainsi que leur gestion ;
- toutes activités de gestion immobilière, d'administration d'immeubles et de courtage d'assurances.
- la prise de participation dans toutes sociétés commerciales et industrielles, civiles ou autres ; l'animation et le conseil aux dites sociétés.

Toutes opérations industrielles, commerciales et financières, mobilières et immobilières pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social et à tous objets similaires ou connexes.

ARTICLE 3 - DENOMINATION

La dénomination de la société est :

NORBERT DENTRESSANGLE INVESTISSEMENTS

Sur tous actes ou sur tous documents émanant de la société et destinés aux tiers doivent figurer l'indication de la dénomination sociale, précédée ou suivie immédiatement des mots " société par actions simplifiée " ou des initiales " SAS " et de l'énonciation du montant du capital social.

ARTICLE 4 - SIEGE SOCIAL

Le siège social a été fixé à LYON (69002), 30Bis rue Sainte Hélène.

Il pourra être transféré en tout autre endroit en France, par simple décision du Président qui, dans ce cas, est habilité à modifier les présents statuts en conséquence.

ARTICLE 5 - DUREE

I - La durée de la société a été fixée à quatre vingt dix-neuf années à compter du 15 octobre 1998, date de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés, sauf dissolution anticipée ou prorogation, pour une durée ne pouvant excéder quatre vingt dix neuf ans.

II - Un an au moins avant la date d'expiration de la société, le Président devra provoquer une décision des associés qui sera prise dans les conditions de majorité prévues par les présents statuts, à l'effet de décider si la société doit être prorogée.

A défaut, tout associé, après avoir vainement mis en demeure la société, pourra demander au Président du Tribunal de Commerce du lieu du siège social, statuant sur requête, la désignation d'un mandataire de justice chargé de provoquer la décision ci-dessus prévue.

ARTICLE 6 - APPORTS - CAPITAL SOCIAL

I – Le capital a été constitué de la façon suivante :

1°) Lors de sa constitution, il a été apporté
à la société la somme de cent mille francs
en numéraire, 100.000 F
laquelle somme a été déposée à un compte
ouvert à la SOCIETE GENERALE,
Agence Lyon-Entreprises, Tour Société
Suisse, 69443 LYON CEDEX 03,
au nom de la société en formation.

2°) Lors de l'assemblée générale extraordinaire du 28 septembre 2000, il a été décidé :

- d'exprimer en euros le montant du capital social au moyen de la conversion de la valeur nominale des parts qui le composaient alors, le capital s'élevant ainsi à quinze mille deux cent quarante quatre euros et quatre vingt dix centimes, ci..... 15.244,90 €
- d'arrondir le montant de la valeur nominale des mille parts à seize euros et de procéder, en conséquence à une augmentation du capital social de sept cent cinquante cinq euros et dix centimes, ci..... 755,10 €
par incorporation de ladite somme prélevée sur le compte "Autres réserves".

3°) Lors de l'assemblée générale extraordinaire en date du 18 avril 2007, le capital a été augmenté d'une somme globale de quarante quatre mille quatre vingt euros, ci 44.080,00 €
par apports en numéraire déposés à la SOCIETE GENERALE, Agence Lyon-Entreprises, Tour Société Suisse, 1, boulevard Marius Vivier Merle à LYON (69003), lesdits apports représentant la souscription de 2.755 parts nouvelles de 16 euros de valeur nominale, émise au prix de 2.718 euros l'une, soit avec une prime d'émission globale de 7.444.010 euros.

Total des apports : soixante mille quatre vingt euros, ci **60.080 €**

Il - Le capital social s'élève à soixante mille quatre vingt (60.080) euros. Il est divisé en trois mille sept cent cinquante cinq (3.755) actions de seize (16) euros chacune, toutes de la même catégorie.

ARTICLE 7 - MODIFICATIONS DU CAPITAL

Le capital social peut être augmenté ou réduit dans les conditions prévues par la loi, par décision collective des associés.

La collectivité des associés décidant une augmentation ou une réduction de capital peut déléguer au Président les pouvoirs nécessaires pour la réaliser.

ARTICLE 8 - LIBERATION DES ACTIONS

Lors de leur souscription, les actions de numéraire sont libérées, dans les conditions prévues par la loi.

En cas de libération partielle des apports en numéraire, la libération du surplus se fera sur appel du Président.

Tout retard dans le versement des sommes dues sur le montant non libéré des actions entraîne de plein droit intérêt au taux légal à partir de la date d'exigibilité, sans préjudice de l'action personnelle que la société peut exercer contre l'associé défaillant et des mesures d'exécution forcée prévues par la loi.

ARTICLE 9 - FORME DES ACTIONS

Les actions sont toutes émises en la forme nominative.

La propriété des actions résulte de leur inscription au nom du ou des titulaires sur des comptes tenus à cet effet par la société dans les conditions et selon les modalités fixées par les dispositions légales

A la demande de l'associé, une attestation d'inscription en compte lui sera délivrée par la société.

ARTICLE 10 - DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHES AUX ACTIONS

Chacune des actions bénéficie des mêmes droits sur la part des bénéfices, des réserves et du boni de liquidation et a droit au même remboursement du capital qu'elle représente, sauf à supporter les pertes, s'il y a lieu, dans les mêmes proportions.

Les associés ne supportent les pertes qu'à concurrence de leurs apports.

Les bénéfices, les réserves et le boni de liquidation seront répartis conformément aux dispositions légales et aux stipulations des présents statuts.

Chaque fois qu'il est nécessaire de posséder plusieurs actions pour exercer un droit quelconque, notamment en cas d'échange ou d'attribution de titres à l'occasion d'une opération telle que réduction du capital, augmentation du capital par incorporation de réserves, fusion ou autrement, les titres isolés ou en nombre inférieur à celui requis ne confèrent aucun droit contre la société, les associés devant faire leur affaire personnelle du groupement et, éventuellement, de l'achat ou de la vente du nombre d'actions ou de titres nécessaires.

Chaque action donne en outre le droit au vote et à la représentation dans les consultations collectives ou assemblées générales.

Le droit de vote attaché aux actions de capital ou de jouissance est proportionnel à la quotité du capital qu'elles représentent et chaque action donne droit à une voix.

La propriété d'une action emporte de plein droit adhésion aux statuts et aux décisions des associés.

Les actions sont indivisibles à l'égard de la Société.

En cas de démembrement de propriété, le droit de vote attaché à l'action appartient au nu-propriétaire pour toutes les décisions autres que celles concernant l'affectation du résultat, ce droit étant réservé à l'usufruitier.

ARTICLE 11 - TRANSMISSION DES ACTIONS

Le transfert des actions émises par la société ne peut s'opérer que par virement de compte à compte dans les conditions prévues par la réglementation en vigueur ; les frais en résultant seront à la charge du cessionnaire.

Les transmissions d'actions par voie de succession, de liquidation de communauté de biens entre époux ou de cession soit à un conjoint, soit à un ascendant ou à un descendant, ainsi que les cessions ou transmissions à des associés peuvent être effectuées librement. Toutes les autres transmissions d'actions sont soumises à l'agrément préalable de l'associé majoritaire qui disposera d'un droit de préemption. A défaut d'associé majoritaire la demande d'agrément est soumise à la décision collective des associés.

A cet effet, la demande d'agrément doit être notifiée à l'associé majoritaire ou à défaut d'associé majoritaire à la Société, par acte extrajudiciaire ou par lettre recommandée AR, indiquant les nom, prénoms et adresse du cessionnaire, le nombre d'actions dont la cession est envisagée ainsi que le prix offert et les conditions de vente.

L'agrément de l'associé majoritaire résulte, soit d'une notification, soit du défaut de réponse dans le délais de trente (30) jours à compter de la demande. Le refus d'agrément n'a pas à être motivé.

A défaut d'associé majoritaire, le Président, dès la réception de la notification, doit consulter la collectivité des associés, l'associé cédant ne prenant pas part à cette consultation. La décision des associés doit être notifiée à l'associé cédant, dans le délais de trente (30) jours à compter de sa demande. Le défaut de réponse dans ce délai vaut agrément.

En cas de refus d'agrément, l'associé majoritaire, ou à défaut d'associé majoritaire, tous les associés sont tenus, dans un délai de trente (30) jours de la notification de leur refus, d'acquérir ou de faire acquérir les actions dont il s'agit par une ou plusieurs personnes agréées par eux.

En cas de désaccord sur le prix, il sera fait recours aux dispositions de l'article 1834-4 du Code -civil.

Toute cession d'actions effectuée en violation des stipulations ci-dessus sera nulle de plein droit, sans autre formalité.

ARTICLE 12 - DESIGNATION DU PRESIDENT

La société est représentée, gérée et administrée par un Président qui peut être une personne physique ou une personne morale, de nationalité française ou étrangère, associé ou non associé de la société.

La personne morale Président est représentée par son représentant légal sauf si, lors de sa nomination ou à tout moment en cours de mandat, elle désigne une personne spécialement habilitée à la représenter en qualité de représentant permanent.

Le Président est désigné par décision collective des associés de la société qui fixe la durée de son mandat.

Il peut être mis fin à son mandat à tout moment par décision collective des associés.

La révocation du Président peut ne pas être motivée.

Le Président peut démissionner de son mandat sous réserve de respecter un préavis minimum de deux (2) mois.

Les fonctions du Président prennent fin soit par, le décès, la démission, la révocation, soit par l'ouverture à l'encontre de celui-ci d'une procédure de redressement ou de liquidation judiciaire.

Le Président personne physique, s'il n'est pas, directement ou indirectement, associé majoritaire, peut être lié à la société par un contrat de travail, dont la conclusion ou les modifications autres que celles résultant de l'application du contrat de travail, sont préalablement autorisées par une décision collective des associés.

Lorsqu'un salarié de la société est nommé Président, la décision collective des associés qui décide de cette nomination, statue également sur le maintien de son contrat de travail, en définissant, le cas échéant, les missions spécifiques exercées au titre du contrat de travail, et les modalités rendant compatibles le lien de subordination résultant du contrat de travail et l'exercice du mandat social. A défaut de précision, le contrat de travail du salarié nommé Président sera suspendu de plein droit pour reprendre effet au jour de la cessation du mandat du Président.

La cessation des fonctions du Président, pour quelque cause que ce soit, ne donnera droit à aucune indemnité de quelque nature que ce soit.

S'il en existe un, le contrat de travail du Président se poursuivra. Si celui-ci avait été suspendu, il reprendra son cours.

ARTICLE 13 - REMUNERATION DU PRESIDENT

En contrepartie des missions qui lui ont été confiées, le Président pourra percevoir, au titre de ses fonctions de Président, une rémunération librement fixée par décision collective des associés.

ARTICLE 14 - POUVOIRS DU PRESIDENT

Le Président est investi, en toute circonstance, de tous les pouvoirs nécessaires pour représenter et diriger la société, sauf stipulations particulières convenues lors de sa nomination, et sauf pour les décisions pour lesquelles les dispositions légales ou les présents statuts donnent compétence exclusive aux associés.

Le Président peut, sous sa responsabilité, donner toutes délégations de pouvoir à toutes personnes physiques ou morales de son choix, associés ou non de la société, pour un ou plusieurs objets déterminés, et doit prendre, à cet égard, toutes mesures nécessaires pour que soit respecté l'ensemble des stipulations des présents statuts.

Dans les rapports avec les tiers, la société est engagée même par les actes du Président qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, étant exclu que la seule publication des statuts suffise à constituer cette preuve.

ARTICLE 15 - DESIGNATION DU OU DES DIRECTEURS GENERAUX

Le Président peut être assisté d'un ou plusieurs Directeurs Généraux qui sont obligatoirement des personnes physiques.

Le ou les Directeurs Généraux sont nommés par le Président, sans limitation de durée.

Il peut être mis fin à leurs fonctions à tout moment par le Président.

Le ou les Directeurs Généraux peuvent démissionner de leur mandat sous réserve de respecter un préavis minimum de deux (2) mois.

Les Directeurs Généraux peuvent être liés à la société par un contrat de travail.

En cas de décès, démission ou empêchement du Président, le ou les Directeurs Généraux en fonction conserveront leurs fonctions et attributions jusqu'à la nomination du nouveau Président.

La cessation des fonctions du ou des Directeurs Généraux, pour quelque cause que ce soit, ne donnera droit à aucune indemnité de quelque nature que ce soit.

S'il en existe un, le contrat de travail du Directeur Général se poursuivra. Si celui-ci avait été suspendu, il reprendra son cours.

ARTICLE 16 - POUVOIRS DES DIRECTEURS GENERAUX

Le Président fixe l'étendue des pouvoirs du ou des Directeurs Généraux. Il détermine, notamment, si le ou les Directeurs Généraux peuvent exercer les pouvoirs dévolus au Président par la loi ou les présents statuts, notamment en ce qui concerne la représentation de la société vis-à-vis des tiers.

Cependant les Directeurs Généraux ne pourront, sans l'accord préalable du Président effectuer les opérations suivantes :

- investissement immobilier,
- investissement mobilier supérieur à 150.000 euros,
- ouverture d'agence,
- prise de participation dans une société ou un groupement,
- ouverture de compte bancaire,
- emprunt et facilités de caisse de quelque montant que ce soit, à l'exception de ceux consentis par l'un des associés,
- garanties et cautions données par la société.

ARTICLE 17 - REMUNERATION DES DIRECTEURS GENERAUX

En contrepartie des missions qui leur ont été confiées, les Directeurs Généraux pourront percevoir, au titre de leurs fonctions une rémunération librement fixée par décision du Président.

ARTICLE 18 - REPRESENTATION SOCIALE

Les délégués du Comité d'Entreprise pourront exercer les droits définis par l'article L. 432-6 du Code du Travail auprès du Président, à défaut de Directeur Général, et auprès du Directeur Général s'il en a été désigné.

Si plusieurs Directeurs Généraux ont été nommés, les droits de représentation seront exercés auprès du Directeur Général que le Président aura désigné à cet effet.

Enfin, si le Président est une personne morale et à défaut de Directeur Général, les droits des délégués du Comité d'Entreprise seront exercés auprès du représentant légal de la personne morale.

ARTICLE 19 - EXERCICE SOCIAL

Chaque exercice social a une durée d'une année qui commence le 1^{er} janvier et se termine le 31 décembre de la même année.

ARTICLE 20 - COMPTES ANNUELS

Il est tenu une comptabilité régulière des opérations sociales, conformément à la loi.

A la clôture de chaque exercice, le Président dresse l'inventaire des divers éléments de l'actif et du passif existant à cette date.

Il dresse également le bilan décrivant les éléments actifs et passifs et faisant apparaître de façon distincte les capitaux propres, le compte de résultat récapitulant les produits et les charges de l'exercice, ainsi que l'annexe complétant et commentant l'information donnée par le bilan et le compte de résultat.

Il est procédé, même en cas d'absence ou d'insuffisance du bénéfice, aux amortissements et provisions nécessaires. Le montant des engagements cautionnés, avalisés ou garantis est mentionné à la suite du bilan.

Le Président établit le rapport de gestion sur la situation de la société durant l'exercice écoulé, son évolution prévisible, les événements importants survenus entre la date de clôture de l'exercice et la date à laquelle il est établi, ses activités en matière de recherche et de développement.

Tous ces documents sont mis à la disposition du commissaire aux comptes de la société dans les conditions légales.

La collectivité des associés, doit statuer sur les comptes de l'exercice écoulé dans les six mois de la clôture de l'exercice ou, en cas de prolongation, dans le délai fixé par décision de justice.

ARTICLE 21 - AFFECTATION ET REPARTITION DU RESULTAT

Sur le bénéfice de l'exercice diminué, le cas échéant, des pertes antérieures, il est prélevé cinq pour cent au moins pour constituer le fonds de réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque le fonds de réserve atteint le dixième du capital social; il reprend son cours lorsque, pour une cause quelconque, la réserve légale est descendue au-dessous de ce dixième.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice diminué des pertes antérieures et des sommes à porter en réserve, en application de la loi et des statuts, et augmenté du report bénéficiaire.

Sur ce bénéfice, la collectivité des associés peut prélever toutes sommes qu'elle juge à propos d'affecter à la dotation de tous fonds de réserves facultatives, ordinaires ou extraordinaires, ou de reporter à nouveau.

Le solde, s'il en existe, est réparti par décision collective des associés proportionnellement au nombre d'actions appartenant à chacun d'eux.

En outre, la collectivité des associés peut décider la mise en distribution de sommes prélevées sur les réserves dont la société a la disposition, en indiquant expressément les postes de réserves sur lesquels les prélèvements sont effectués. Toutefois, les dividendes sont prélevés par priorité sur les bénéfices de l'exercice.

Hors le cas de réduction du capital, aucune distribution ne peut être faite aux associés lorsque les capitaux propres sont ou deviendraient à la suite de celle-ci, inférieurs au montant du capital augmenté des réserves que la loi ou les statuts ne permettent pas de distribuer. L'écart de réévaluation n'est pas distribuable. Il peut être incorporé en tout ou partie au capital.

ARTICLE 22 - ACOMPTES SUR DIVIDENDE

Il peut être distribué sur décision du Président des acomptes sur dividende avant l'approbation des comptes de l'exercice, dès lors qu'un bilan établi au cours ou à la fin de l'exercice et certifié par un commissaire aux comptes fait apparaître que la société, depuis la clôture de l'exercice précédent, après constitution des amortissements et provisions nécessaires et déduction faite s'il y a lieu des pertes antérieures ainsi que des sommes à porter aux réserves légale et statutaire, a réalisé un bénéfice d'un montant au moins égal à celui des acomptes.

Tout acompte versé dont le montant excéderait le montant du bénéfice net constaté, constituerait un dividende fictif.

ARTICLE 23 - CAPITAUX PROPRES INFÉRIEURS A LA MOITIÉ DU CAPITAL SOCIAL

Si, du fait des pertes constatées dans les documents comptables, les capitaux propres de la société deviennent inférieurs à la moitié du capital social, le Président doit, dans les quatre mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître ces pertes, consulter la collectivité des associés, à l'effet de décider s'il y a lieu à dissolution anticipée de la société.

ARTICLE 24 - COMMISSAIRES AUX COMPTES

Le contrôle de la société est exercé par un ou plusieurs commissaires aux comptes titulaires exerçant leur mission conformément à la loi.

ARTICLE 25 - DECISIONS COLLECTIVES

Les seules décisions qui doivent être prises par les associés de la société sont celles pour lesquelles les dispositions légales et les stipulations des présents statuts imposent une décision collective des associés.

Elles concernent notamment :

- la modification du capital social ;
- la fusion, la scission ou la dissolution de la société ainsi que toutes les règles relatives à la liquidation et aux pouvoirs du liquidateur ;
- la prorogation de la durée de la société ;
- toutes les modifications des dispositions statutaires à l'exception de celle consécutive au transfert de siège social ;
- la nomination, la révocation et la rémunération du Président ;
- la nomination des commissaires aux comptes au cours de la vie sociale ;
- l'approbation ou le refus des conventions réglementées visées à l'article L.227-10 du code de commerce ;
- l'approbation des comptes annuels et affectation des résultats ;
- la transformation de la société ;
- l'adoption ou la modification des clauses visées aux articles L. 227-13, L. 227-14, L. 227-16 et L. 227-17 du code de commerce ;

- toutes décisions entraînant l'augmentation des engagements d'un associé notamment l'augmentation de la valeur nominale des actions sauf par incorporation de réserve, la transformation de la société en société en nom collectif et l'adoption du capital variable.

Toutes les autres décisions sont de la compétence du Président.

Les décisions autres que celles où la loi impose l'unanimité sont prises à la majorité des seuls suffrages exprimés en réunion ou lors de la consultation écrite ; les abstentions, les bulletins blancs ou nuls ne sont pas retenus pour le calcul de la majorité.

Les consultations de la collectivité des associés sont provoquées par le Président, en cas de carence du Président, par le ou un des Directeurs Généraux, ou par le ou l'ensemble des associés détenant plus de la moitié du capital social.

Elles peuvent également être provoquées par un mandataire désigné en justice.

En outre, le ou les commissaires aux comptes peuvent, à toute époque, provoquer une consultation de la collectivité des associés.

ARTICLE 26 - MODE DE CONSULTATION DES ASSOCIES

Les décisions collectives des associés sont prises, au choix, en assemblée ou par correspondance. Ils peuvent aussi s'exprimer dans un acte sous seing privé ou authentique qui prend la forme d'un procès-verbal des décisions des associés. Tous moyens de télécommunication peuvent être utilisés dans l'expression des décisions.

Quel qu'en soit le mode, toute consultation de la collectivité des associés doit faire l'objet d'une information préalable leur permettant de se prononcer en connaissance de cause sur la ou les résolutions présentées à leur approbation.

Les décisions prises conformément à la loi et aux statuts obligent tous les associés même absents, dissidents ou incapables.

En cas de consultation en assemblée générale

La convocation est adressée aux associés par tout mode de transmission de l'écrit, notamment par télécopie ou par courrier électronique, huit (8) jours avant la date fixée pour la réunion et mentionne le jour, l'heure, le lieu et l'ordre du jour de la réunion.

Le ou les commissaires aux comptes titulaires doivent être convoqués aux assemblées.

Les réunions des assemblées générales ont lieu au siège social ou en tout autre endroit indiqué dans la convocation.

L'assemblée est présidée par le Président ; à défaut, l'assemblée élit son Président de séance. Il peut être établi une feuille de présence.

Les associés peuvent se faire représenter aux délibérations de l'assemblée par un autre associé.

Chaque mandataire peut disposer d'un nombre illimité de mandats.

Les mandats peuvent être donnés par tout mode de transmission de l'écrit.

Lorsque tous les associés sont présents ou représentés, l'assemblée générale se réunit valablement sur convocation verbale sans délai.

En cas de consultation par correspondance

L'auteur de la consultation doit adresser à chacun des associés par courrier postal, électronique ou autre le texte des résolutions proposées, ainsi que tous les documents nécessaires à l'information des associés. Le commissaire aux comptes est également informé de toute consultation écrite et du texte des résolutions proposées.

Chaque associé dispose d'un délai de huit (8) jours à compter de la réception du texte des résolutions pour émettre son vote qui peut être exprimé par tous moyens incontestables.

Le défaut de réponse d'un associé dans le délai indiqué vaut abstention totale de l'associé concerné.

En cas de décision prise par acte

Les associés à la demande du Président ou non, peuvent prendre les décisions dans un acte ; l'apposition des signatures et paraphes de tous les associés sur ce document unique vaut prise de décision. Le commissaire aux comptes est tenu informé des projets d'acte emportant prise de décision ; une copie de l'acte lui est adressé sur simple demande.

ARTICLE 27 - PROCES-VERBAUX

Les décisions collectives des associés, quel qu'en soit le mode, sont constatées par des procès-verbaux transcrits sur un registre spécial coté et paraphé, ou sur des feuillets mobiles numérotés.

Les copies ou extraits des procès-verbaux des décisions collectives sont valablement certifiés par le Président, le ou les Directeurs Généraux ou encore un fondé de pouvoir habilité à cet effet.

Les décisions du Président, notamment celles découlant des articles 4, 15 à 18 et 20, feront l'objet de procès-verbaux qui seront transcrits sur un registre spécial coté et paraphé.

Ces registres ou ces feuillets mobiles sont tenus au siège de la société.

ARTICLE 28 - DROIT DE COMMUNICATION ET D'INFORMATION

Pour toutes les décisions collectives où les dispositions légales imposent que l'auteur de la consultation des associés établisse un ou plusieurs rapports, celui-ci devra communiquer aux associés, au plus tard concomitamment à la communication du procès-verbal de décision devant être signé par lesdits associés, le ou les rapports du Président, du ou des Directeurs Généraux ou des Commissaires aux comptes.

Les associés peuvent, à tout moment, sous réserve de ne pas porter atteinte à la bonne marche de la société, procéder à la consultation, au siège social de la société et, éventuellement prendre copie, de l'inventaire, des comptes annuels, du tableau des résultats de la société au cours des cinq (5) derniers exercices, des comptes consolidés le cas échéant, des registres sociaux, de la comptabilité actions et des rapports, pour les trois derniers exercices clos, du Président, du ou des Directeurs Généraux et des Commissaires aux comptes et, pour la décision collective devant statuer sur les comptes annuels, les comptes sociaux et, le cas échéant, les comptes consolidés du dernier exercice clos.

ARTICLE 29 - ASSOCIE UNIQUE

Lorsque la société ne comporte qu'un seul associé, celui-ci est dénommé "associé unique" et exerce les pouvoirs dévolus à la collectivité des associés par la loi et les présents statuts.

Ses décisions sont répertoriées dans un registre.

Le décès de l'associé unique, personne physique n'entraîne pas la dissolution de la société qui se poursuit avec ses héritiers.

ARTICLE 30 - DISSOLUTION - LIQUIDATION DE LA SOCIETE

La société est dissoute dans les cas prévus par les dispositions légales et, notamment, par l'expiration de sa durée, éventuellement prorogée, par la réalisation ou l'extinction de son objet ou par sa dissolution anticipée décidée par décision collective des associés prise aux conditions définies par les présents statuts.

L'ouverture d'une procédure de redressement judiciaire ou de liquidation judiciaire d'un associé n'entraîne pas la dissolution de la société.

L'interdiction de diriger, gérer, administrer ou contrôler une entreprise ou une personne morale, la mise en tutelle ou en curatelle, la condamnation pour faillite personnelle, la condamnation pénale, pour quelque cause que ce soit et de quelque nature que ce soit du Président, ou de son représentant permanent, n'entraîneront pas la dissolution de la société.

La société est en liquidation dès l'instant de sa dissolution survenue, pour quelque cause que ce soit, hormis les cas de fusion ou de scission.

Un ou plusieurs liquidateurs sont nommés lors de la décision collective des associés qui décide ou constate la dissolution selon les modalités et les conditions stipulées aux présents statuts.

Le liquidateur, ou chacun des liquidateurs s'ils sont plusieurs, représente la société. Il est investi des pouvoirs les plus étendus pour réaliser l'actif, même à l'amiable. Il est habilité à payer les créanciers et à répartir le solde disponible.

Les associés peuvent autoriser le liquidateur ou les liquidateurs à continuer les affaires sociales en cours et à en engager de nouvelles pour les besoins de la liquidation.

Le produit net de la liquidation, après extinction du passif et des charges sociales, est employé à rembourser intégralement le capital libéré et non amorti des actions.

Le surplus, s'il en existe, est réparti entre les associés, selon les règles prévues par les présents statuts, étant entendu que cette répartition se fera proportionnellement au nombre d'actions de chacun d'eux, en tenant compte, le cas échéant, des droits des actions de catégories différentes.

Les pertes, s'il en existe, seront supportées par les propriétaires d'actions jusqu'à concurrence du montant de leurs apports.

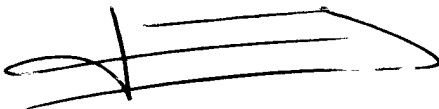
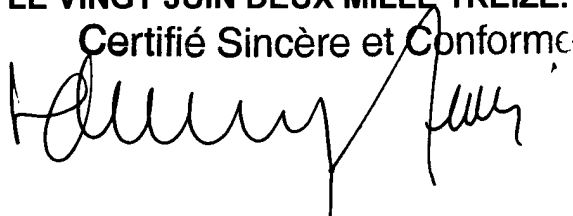
ARTICLE 31 - CONTESTATIONS

Toutes les contestations qui, pendant la durée de la société ou lors de sa liquidation, s'élèveraient, soit entre la société et les associés, soit entre les associés eux-mêmes, soit encore entre les associés et le Président et le ou les Directeurs Généraux, à propos des affaires sociales, seront soumises à la juridiction des tribunaux compétents.

STATUTS ADOPTES A L'UNANIMITE DES ASSOCIES LORS DE L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE DU DIX HUIT AVRIL DEUX MILLE SEPT.

STATUTS MIS A JOUR LE VINGT JUIN DEUX MILLE TREIZE.

Certifié Sincère et Conforme

A stylized signature consisting of several horizontal strokes.A handwritten signature in cursive script.